

Le Réseau de vigilance dénonce la répression et le profilage politique du gouvernement Couillard

Rouyn-Noranda, 7 mai 2015 – Le Réseau de vigilance attribue l'arrestation d'un manifestant lors des actions du 1^{er} mai à la répression et au profilage politique qu'exerce le gouvernement libéral depuis son entrée au pouvoir.

« Le droit de manifester est un droit démocratique, mais la tendance des derniers mois, avec les gaz lacrymogènes à Montréal, la violence qui atteint des enfants et maintenant une arrestation sans motifs valables en Abitibi-Témiscamingue, donne l'impression d'un gouvernement qui panique. Il manque d'argument pour défendre ses politiques et se sert des forces policières pour écraser la contestation aussi pacifique soit-elle » s'insurge **Danik Laporte, du Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue.**

« Le gouvernement Couillard fait émettre des ordonnances parce que des syndicats y vont d'une grève sociale contre ses politiques antisociales et, à en croire ce qui s'est passé vendredi, il semble dicter la ligne dure aux policiers afin de casser le mouvement d'opposition aux mesures d'austérité qui prend de l'ampleur » commente **Frédérique Godefroid du syndicat des enseignantEs du cégep.** « Il semble, clair pour nous, que des agissements tels ceux vécus à Rouyn-Noranda la semaine dernière et qui visent des représentants d'organisation citoyennes pacifiques viennent d'en haut. Ce gouvernement craint que le printemps 2012 se reproduise, et c'est pour cette raison qu'il commande aux corps policiers de réprimer le mouvement » de conclure **Giacomo Bouchard, vice-président du Conseil central ATNQ de la CSN.**

« Par la peur, le gouvernement de Philippe Couillard cherche à faire taire les manifestants les plus actifs », déclare **Denis Deschamps, président de l'Association des locataires de l'A-T.** « Sinon, comment expliquer que notre coordonnateur ait été ciblé dans une foule de vingt personnes composée entre autres de femmes et de personnes âgées? ». **Philippe Marquis enseignant au cégep et témoin de l'arrestation** affirme pour sa part que : « dans l'histoire de nos mobilisations, nous avons souvent été beaucoup plus dérangeants et provocateurs, et jamais nous n'avons vu d'arrestations. Là, de façon délibérée, on arrête la personne qui critique le plus activement et ouvertement les politiques d'austérité du gouvernement Couillard et le ministre régional Luc Blanchette. Si ce n'est pas du profilage et de la répression politiques, c'est un très drôle de hasard ».

Faut-il rappeler que le ministre François Blais avait affirmé qu' : « expulser 2 ou 3 étudiantEs par jour, ça refroidirait, les ardeurs de certains », ou encore la violence gratuite dont sont victimes les étudiantEs qui mènent le mouvement de contestation aux mesures d'austérité. En ce sens, **Johanne Alarie du Centre Entre-femmes** et témoin de l'intervention policière soutient que « nous ne céderons pas à la peur et nous allons poursuivre activement notre travail de sensibilisation de la population et de pression politique. Ce gouvernement cherche à nous diviser et nous répondrons par l'unité. »

-30-

Pour informations :

Denis Deschamps (ALOCAT) [819-218-3888](tel:819-218-3888), Philippe Marquis [819-764-5408](tel:819-764-5408), Giacomo Bouchard (CSN) [819-218-3482](tel:819-218-3482), Frédérique Godefroid (SEECAT) par courriel: frederique.godefroid@cegepat.qc.ca; Johanne Alarie (Centre de femmes) [819-764-4714](tel:819-764-4714), Danik Laporte (RÉPAT) [819-762-3114](tel:819-762-3114)

Rappelons que le Réseau de vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue est une large coalition d'organisations populaires, communautaires, syndicales, écologistes et étudiantes de l'Abitibi-Témiscamingue qui représentent plus de 30 000 citoyennes et citoyens de notre région.